

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, comme tous les députés, depuis quelques heures, j'ai prêté une oreille attentive à cet important débat sur les accords fiscaux fédéraux-provinciaux. Je me réjouis de pouvoir dire quelques mots ce soir, en partie pour répondre à certains propos assez provocants de mon collègue, le député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn). Il conviendrait d'abord de rectifier certaines choses. L'eau a été pas mal brouillée par ce qui a été dit depuis quelques moments.

Avant que le député de Saskatoon-Biggar ne commente directement le projet de loi et nous fasse part de certaines inquiétudes en tant que représentant de l'Ouest, il nous a servi un préambule plutôt superflu et inutile qui rappelle, je regrette de le dire, deux thèmes conservateurs familiers mais malheureux: la division et l'affrontement. Le député a dit que le Canada était divisé, et au début de son discours il nous a ramenés 15 ans en arrière pour rappeler que le parti libéral avait critiqué le gouvernement Diefenbaker parce qu'il donnait trop à l'Ouest du Canada. Cette allégation ne tient pas vraiment debout. Les problèmes de disparité régionale et d'isolement de l'Ouest canadien n'ont fait que s'aggraver de 1958 à 1962; la situation ne s'est pas améliorée.

Des voix: Oh, oh!

M. Goodale: De fait, même si ce gouvernement avait reçu la majorité la plus importante jamais accordée à un premier ministre, qui plus est un premier ministre de l'Ouest, la situation ne s'est pas améliorée. Les problèmes de l'Ouest se sont beaucoup aggravés à cette époque. On en parlait beaucoup, mais on faisait très peu de choses pour les résoudre.

Après avoir embrouillé la question de cette façon, l'orateur précédent a fait certaines observations au sujet de l'opposition entre le gouvernement fédéral et les provinces. A cet égard, j'aimerais qu'il songe à ce que fait sa propre province, qui est aussi la mienne, et aux mesures prises par l'administration provinciale Blakeney. C'est une question qui nous touche d'assez près. A mon avis, s'il y a opposition dans les relations de la Saskatchewan avec le gouvernement fédéral, c'est à cause de M. Blakeney.

Des voix: Oh, oh!

M. Goodale: Les députés de l'autre côté peuvent bien rire, mais il est intéressant de noter que les conservateurs de la Saskatchewan semblent d'accord avec les méthodes de M. Blakeney. Il suffit de songer à M. Collver, qui est actuellement chef du parti conservateur dans la province. Il évite bien les affrontements; il capitule.

La controverse de la potasse est une question très importante pour les habitants de la Saskatchewan depuis de nombreux mois. Le gouvernement provincial voudrait nationaliser cette très importante industrie. Le parti conservateur a évité de s'opposer au gouvernement de M. Blakeney; il n'a littéralement rien fait au Parlement ou ailleurs pour empêcher que la Saskatchewan n'adopte une mesure qui nationaliserait effectivement cette industrie primaire dans l'ouest du Canada. Pour éviter l'affrontement, le parti conservateur capitule et je ne

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

pense pas que quiconque au Canada adopterait cette philosophie, et surtout pas les gens de l'Ouest. Voilà qui répond aux insultes plutôt gratuites que le député a lancées à propos du gouvernement actuel. Elles ne sont pas du tout d'accord avec les faits.

Si les députés veulent réfléchir à certains faits concernant l'isolement de l'Ouest et les efforts qui ont été faits par le passé et qui continuent d'être faits pour remplir les désirs légitimes des gens de l'Ouest, qu'ils songent à une industrie de l'Ouest canadien qui est essentielle à notre mode de vie, à notre économie et à notre santé économique. Je veux parler de l'industrie céréalière de l'Ouest canadien. On peut juger que c'est là un exemple utile, constructif et positif de ce que le fédéralisme peut faire chez-nous pour une région comme l'Ouest canadien.

• (2110)

Je le répète, rien n'est plus essentiel aux aspirations et au bien-être de l'Ouest qu'une économie céréalière saine et vivante. Il n'est pas nécessaire de remonter bien loin en arrière, simplement à la fin des années 60, pour trouver une période où l'économie du grain a connu de grosses difficultés dans l'Ouest et pas à cause des agriculteurs. Ils faisaient leur travail mieux que partout ailleurs au monde pour produire des grains et des graines oléagineuses de la meilleure qualité. Le problème, c'était la commercialisation et le prix du grain dans le monde. Les prix ont baissé régulièrement et les marchés du grain se sont resserrés de plus en plus. Le gouvernement du Canada a alors pris une série d'initiatives importantes qu'il a poursuivies au cours des six ou sept dernières années pour améliorer de façon remarquable la santé et les perspectives d'avenir de l'industrie céréalière de l'Ouest canadien.

Prenons d'abord les choses comme l'expansion des facilités de crédit et les garanties gouvernementales à long terme permettant à la Commission canadienne du blé d'aider à trouver de nouveaux marchés. Prenons, par exemple, les efforts vigoureux déployés par le Canada pour se tailler une place sur les marchés mondiaux de l'orge où nous ne nous étions jamais implantés sérieusement avant 1970. Je mentionnerai également les dix millions annuels versés à un nouveau fonds d'expansion des marchés pour trouver de nouveaux débouchés pour notre grain.

On a renforcé les services de recherche du ministère de l'Agriculture du Canada, créé une nouvelle division des sciences agraires à l'Université de la Saskatchewan à Saskatoon et une usine-pilote pour l'extraction des protéines, des huiles et de l'amidon à Saskatoon afin de trouver de nouveaux moyens de traiter les céréales et les graines oléagineuses. Nous avons aussi assisté à la mise sur pied d'un programme de double prix pour le blé. Pendant 25 ans, tous les politiciens des prairies et les grands organismes agricoles de l'Ouest ont demandé que le gouvernement fédéral instaure un programme de double prix pour le blé de l'Ouest. Ce programme a été lancé par le ministre actuellement chargé de la Commission canadienne du blé (M. Lang) et le gouvernement actuel et, depuis cinq ans, il sert les intérêts des producteurs céréaliers des Prairies.